

Congrès AFSP Strasbourg 2011

Section thématique 32 : Faire et défaire les programmes : coproductions et réceptions des « programmes politiques »

Nicolas AZAM
Docteur en science politique au CESSP-CRPS
Université Paris 1 – Panthéon – Sorbonne
nicolas.azam@malix.univ-paris1.fr

L'intégration européenne dans les programmes du Parti communiste français depuis 1979

Comme tout parti politique, le Parti communiste français (PCF) peut être défini comme « un espace de concurrence objectivé entre des agents ainsi disposés qu'ils luttent pour la définition légitime du parti et pour le droit de parler au nom de l'entité et de la marque collective »¹. En l'occurrence, le PCF est également une organisation qui est affectée depuis plusieurs décennies par une crise multidimensionnelle, fréquemment mesurée à l'aune d'indicateurs multiples tels que la décline électorale et la perte consécutive de bon nombre de ses positions électorales, la chute de ses effectifs ou encore la dislocation de son système d'action. Elle est cependant moins souvent analysée « à travers l'évolution et la crise de ses référents doctrinaux qui sont pourtant en jeu dans les luttes internes du PCF. Les flottements idéologiques et stratégiques sont constatés mais rarement pris pour objet d'analyse »². La prise en compte de cette dimension est pourtant essentielle dans la mesure où un parti politique est aussi une fabrique identitaire, un « administrateur de sens »³. Cette dimension identitaire et culturelle de la crise du PCF peut être appréhendée à travers l'étude des programmes électoraux et des prises de position enregistrées sur les questions liées à l'intégration européenne, dans la mesure où celles-ci sont de plus en plus l'objet de vives polémiques entre les agents qui constituent le PCF.

Étudier l'intégration européenne dans les programmes du PCF c'est d'abord constater de sensibles inflexions : affichant des années durant une opposition très marquée à la construction européenne, les dirigeants communistes sont progressivement amenés à tenir compte du « fait communautaire » et à nuancer leur position première. A une critique radicale du processus en tant que tel, succède un discours ciblant davantage les formes, la trajectoire et les acteurs du système communautaire. En rester là serait pourtant insuffisant car ce serait méconnaître qu'un programme électoral est le résultat d'un travail accompli par des producteurs politiques, souvent aidés par des experts, des intellectuels. Il convient donc de restituer les conditions de production doctrinale au sein de l'organisation considérée. Bernard Pudal a livré des pistes de réflexions intéressantes au

1 - Michel OFFERLE, *Les partis politiques*, Paris, PUF, 5e édition, 2006 (1987), p. 14.

2 - Nathalie ETHUIN, *A l'école du parti. L'éducation et la formation des militants et des cadres du Parti communiste français (1970-2003)*, Thèse pour l'obtention du doctorat de science politique, Université Lille 2, 2003, p. 266.

3 - Michel HASTINGS, « Partis politiques et administration du sens » in Dominique Andolfatto, Fabienne Greffet, Laurent Olivier, dir., *Les partis politiques. Quelles perspectives ?*, Paris, L'Harmattan, 2001, pp. 21-36.

sujet de la modification des équilibres internes au PCF et notamment l'association des intellectuels communistes à l'élaboration de la « ligne » partisane dans la configuration qui s'est mise en place dans le sillage de la déstalinisation⁴.

De même que l'identité partisane ne doit pas être réifiée⁵, les prises de position codifiées dans des programmes électoraux doivent alors être interprétées à la fois comme un résultat de la position occupée à un moment donné par l'entreprise partisane dans le champ politique, mais aussi comme la manifestation d'un état du rapport de force entre les agents qui concourent au sein même du parti⁶. En effet, plutôt que de traquer en vain la « vraie » position du PCF sur l'intégration européenne (un hypothétique discours sous-jacent, fil conducteur qui se dissimulerait derrière des oscillations rhétoriques) puis éventuellement de l'amalgamer à un type particulier d'« euroscepticisme »⁷, il importe ici de restituer les prises de position émises dans les configurations particulières dans lesquelles elles s'insèrent. Ainsi, la définition de la « ligne » du parti sur les enjeux communautaires est en large partie tributaire de la stratégie d'alliance poursuivie dans le cadre de la compétition interpartisane. Or celle-ci est l'un des marqueurs de la lutte que se livrent les agents à l'intérieur du groupe au sujet de la définition de l'identité communiste. Dès lors, la controverse interne au PCF sur le positionnement à adopter vis-à-vis de l'intégration européenne est l'une des expressions des luttes intrapartisanes au sujet de la légitime définition de la marque communiste⁸.

Au préalable, élucider les ressorts des prises de position communistes sur les questions liées à l'intégration européenne suppose de s'intéresser aux conditions de la politisation de la thématique communautaire⁹. Le récit le plus communément livré dans les *European studies* selon lequel le projet communautaire aurait été accompagné durant ses premières décennies par un « consensus permissif » qui se serait soudain fissuré au cours des vingt dernières années est sans doute, par son schématisme, excessivement simplificateur, voire même résulte pour partie d'une illusion d'optique¹⁰. Il n'en demeure pas moins que l'intégration européenne est devenue progressivement un

4 - Bernard PUDAL, *Un monde défait. Les communistes français de 1956 à nos jours*, Bellecombe-en-Beauge, Editions du Croquant, 2009, 215 pages.

5 « L'identité n'est pas un état: les identités ne sont ni immanentes, ni immuables, elles sont des constructions dont les fondations et les superstructures sont déterminées par les situations dans lesquelles elles sont érigées, par les rapports de pouvoir qui sont alors noués et les efforts entrepris pour les modifier », in Denis-Constant MARTIN, « Le choix d'identité » in *Revue française de science politique*, vol 42, n°4, 1992, pp. 592.

6 - « Une réflexion sur l'activité programmatique des partis permet d'analyser les textes et références doctrinales comme le produit de la concurrence que se livrent, dans les espaces partisans, les champs et les marchés politiques, ceux qui sont en lutte pour les trophées politiques » in Michel OFFERLE, *Les partis politiques*, op. cit., pp. 92-93.

7 - Pour des exemples de typologies d'« euroscepticisme » partisan : Aleks SZCZERBIAK, Paul TAGGART, « The Party Politics of Euroscepticism In EU Member and Candidate States », Brighton, Sussex European Institute, working paper n°51, 2002, 45 pages; Petr KOPECKY, Cas MUDDE, « The Two Sides of Euroscepticism: Party Positions on European integration on East Central Europe », in *European Union politics*, vol 3, n°3, 2002, pp. 297-326.

8 - Sur ces luttes dans les « écosystèmes locaux » du PCF, cf. : Julian MISCHI, *Structuration et désagrégation du communisme français 1920-2002. Usages sociaux du parti et travail partisan en milieu populaire*, Thèse pour l'obtention du doctorat de science politique, EHESS, 2002, 1077 pages.

9 - Jacques Lagroye distingue deux usages possibles du mot « politisation » : « l'inféodation d'associations à un parti politique » et « l'inscription d'un problème social, médical, culturel, voire « purement technique » (du point de vue des techniciens s'entend) dans la liste des questions traitées par les institutions explicitement politiques ». C'est cette deuxième définition qui nous intéresse ici. Jacques LAGROYE, « Les processus de politisation » in Jacques Lagroye, dir., *La politisation*, Paris, Belin, 2003, p. 367.

10 - Pour quelques uns des tenants de l'étude des « résistances à l'Europe », nous aurions eu bien davantage un « dissensus latent ». Amandine CRESPIY, Nicolas VERSCHUREN, « De l'euroscepticisme aux résistances : contribution au débat sur la théorisation des conflits sur l'intégration européenne » in *Cahiers du CEVIPOL*,

enjeu de plus en plus visible, saillant et polarisant du débat public, s'invitant de plus en plus régulièrement dans les luttes propres au champ politique, sous l'effet de l'action de « montreurs d'Europe »¹¹ accomplissant « un travail de *politisation*, c'est à dire de conception et de diffusion de cadrages spécifiques sur leur perception de la réalité politique et économique en Europe, établissant un scénario, une logique d'imputation de responsabilité, identifiant les acteurs considérés comme les promoteurs des politiques incriminées et éventuellement présentant des dispositions correctives visant à résorber les problèmes soulevés »¹². Si la succession des élections européennes au suffrage universel direct depuis 1979 et les référendums portant sur la ratification de traités européens (le Traité de Maastricht en 1992 et le Traité constitutionnel européen en 2005) ont contribué à l'inscription plus régulière de la thématique communautaire dans le débat public, sa mise à l'agenda au sein du PCF est aussi le résultat de l'action de certains agents. L'identification des problèmes devant être traités politiquement, leur traduction dans le langage indigène et éventuellement les solutions proposées dépendent non seulement des contraintes structurelles induites par le champ politique (la compétition avec les autres entreprises partisans et au sein d'un même parti) mais aussi des propriétés sociales des agents et de leurs visions du monde¹³. Aussi, nous tenterons dans un premier temps de montrer que le manifeste électoral de 1979 est l'aboutissement d'un long processus de politisation de l'objet communautaire ayant emprunté des chemins divers. Nous nous intéresserons ensuite aux prises de position ultérieurement exprimées au sein du PCF, en nous centrant plus particulièrement sur les années 1990, la campagne de la liste « Bouge l'Europe » (1999) et ses suites, dans une configuration marquée par la poursuite du déclin du PCF, la relative délégitimation de sa direction et l'exacerbation des conflits intrapartisans.

La politisation de l'intégration européenne en amont du manifeste de 1979. Entre *aggiornamento* et raidissement doctrinal

L'intégration européenne au prisme de la Guerre froide

Lorsque quelques années après la fin de la Seconde Guerre mondiale, le processus d'intégration fut lancé, les schèmes de perception à travers lesquels il fut traduit dans le langage d'institution étaient empruntés au récit construit par la direction thorézienne pour mieux se légitimer. En effet, l'une des principales réussites de cette dernière a été de parvenir à homogénéiser le groupe dont elle avait la charge, en l'unifiant autour d'un récit commun et d'un projet mobilisateur. Loin d'être le fruit d'une greffe étrangère (soviétique) sur le mouvement ouvrier français, le PCF ne serait que le dernier descendant d'un courant révolutionnaire puisant ses racines profondément dans l'histoire du pays. Représentant politique légitime de la classe ouvrière, le Parti communiste poursuivrait deux fins indissociables: la préservation de l'indépendance nationale et l'avènement du socialisme¹⁴. Selon le récit diffusé par l'institution, confrontée à la montée en puissance de la classe ouvrière dans l'arène nationale, la bourgeoisie aurait abandonné la défense de

2008/5, 25 pages.

11 - Karim FERTIKH, Grégory HU, Philippe JUHEM, « Critique et défense de « l'Europe » au sein du Parti socialiste français et du Parti social-démocrate allemand. Discours d'institution et domestication des partis sociaux-démocrates dans l'Union européenne », communication au Congrès de l'Association française de science politique, Toulouse, 2007, p. 4.

12 - *Ibid*, p. 5.

13 - « L'attention portée à tel problème dépend tout à la fois des dispositions sociales (redoublées par un apprentissage politique et idéologique) et des trajectoires de carrière des dirigeants, mais aussi de la position relative qu'occupent le parti et son porte-parole dans l'espace politique » in Michel OFFERLE, *Les partis politiques*, op. cit., p. 94.

14 - Ceci est symbolisé, durant le Front populaire, par l'association du drapeau rouge et du drapeau tricolore, de *L'Internationale* et de *La Marseillaise*.

la souveraineté nationale afin de servir « ses intérêts de classe ». Elle sombrerait alors dans « le cosmopolitisme », qui ne saurait être confondu avec « l'internationalisme » proclamé par les communistes¹⁵. Cette tendance à la « trahison » de la nation par « l'ennemi de classe » serait attestée par une série d'évènements historiques (la répression de la Commune, la collaboration avec l'occupation allemande à partir de 1940...). Ceux-ci sont d'ailleurs rappelés dans le manifeste électoral édité à l'occasion de la campagne européenne de 1979 : « Ils ont décidé d'organiser à l'échelle de l'Europe capitaliste la domination sans entrave des sociétés multinationales, l'exploitation sans entrave des travailleurs et des peuples. La seule ambition du pouvoir giscardien et de ceux qui approuvent ses projets, c'est de permettre à un nombre restreint de trusts français d'avoir une place à ce banquet de géants. Leur seule volonté, c'est de prendre appui sur l'étranger pour s'opposer au peuple de France dans la tradition des émigrés de Coblenz, de Thiers s'alliant à Bismarck contre la Commune, ou de la collaboration pétainiste avec Hitler »¹⁶. Les traités instituant la Communauté européenne ont ainsi longtemps été interprétés et présentés par les dirigeants communistes comme un épisode supplémentaire de cette longue histoire de « trahison » de la nation par la bourgeoisie. Il reviendrait par conséquent à la classe ouvrière et à « son » parti de mener bataille pour la sauvegarde de la patrie, menacée d'être noyée dans un vaste conglomérat ouest-européen sous tutelle américaine et ouest-allemande.

En effet, il ne faut pas perdre de vue que les premières étapes du processus d'intégration communautaire s'inscrivent dans le contexte de la Guerre froide. Au lendemain de la déclaration de Robert Schuman annonçant ce qui allait devenir la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), *L'Humanité* titrait : « Nouvelle trahison, nouveau pas vers la guerre. Exécutant les ordres apportés par Acheson¹⁷, Schuman propose la fusion de nos mines et aciéries avec celle de l'Allemagne de l'Ouest, sous l'autorité de fait des Krupp et des Thyssen »¹⁸. Avec l'édifice communautaire, la France serait enchaînée au bloc atlantique, dominé par les Etats-Unis et l'Allemagne fédérale, en préparation d'une guerre imminente contre l'Union soviétique et les pays du « socialisme réel ». Au PCF, l'intégration européenne est donc pour l'essentiel traitée comme un aspect du problème déterminant de la partition du monde et du continent en deux blocs menaçant la paix et la sécurité en Europe. Dès lors, la thématique communautaire est le plus souvent réactivée à l'occasion de campagnes portant sur le désarmement¹⁹. Aussi, s'il fallait distinguer un premier « clivage » au sein du PCF au sujet de l'intégration européenne, il reposerait moins sur les réponses à apporter (l'intensité des critiques à émettre), que sur la manière de construire le problème posé par le « fait communautaire » au Parti communiste et à ses dirigeants, sur les termes dans lesquelles la question mérite d'être posée, même si dans les faits ses différents éléments sont liés. En effet, dans les mécanismes de traduction d'un problème, la manière dont celui-ci est formulé a partie liée avec les solutions avancées et conditionne en grande partie les modalités de la mobilisation engendrée²⁰.

15 - On retrouve encore la trace de ce récit dans le texte écrit par Gustave Ansart, député à l'Assemblée nationale et au Parlement européen, membre du Bureau politique, publié dans la brochure éditée par le PCF « Les communistes et la nation », Paris, 1976, pp. 23-45.

16 - Manifeste du PCF pour les élections européennes de 1979, « Pour une France indépendante, une Europe démocratique »

17 - Dean Acheson est alors le secrétaire d'État américain.

18 - Une de *L'Humanité*, 10 mai 1940.

19 - C'est l'une des raisons pour lesquelles le projet de Communauté européenne de défense a suscité une levée de boucliers plus massive, de la part des dirigeants communistes, que le Traité de Rome. De même, lorsque celui-ci est conclu, c'est contre le projet Euratom que l'estocade est portée bien plus que contre le Marché commun.

20 - On s'inspire pour partie de la démarche de Michel Callon, pour qui la traduction se décompose en plusieurs phases, indissociables dans la réalité : la problématisation, l'intéressement, l'enrôlement, la mobilisation, et éventuellement la dissidence. « Traduire c'est également exprimer dans son propre langage ce que les autres disent et veulent, c'est s'ériger en porte-parole. A la fin du processus, s'il a réussi, on n'entend plus que des voix portant à l'unisson et se comprenant mutuellement », Michel CALLON, « « Eléments pour une sociologie de la traduction. La domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins-pêcheurs dans la baie de Saint-Brieuc »,

Les premières élections européennes au suffrage universel direct prennent place au terme d'un cycle au cours duquel les dirigeants historiques du parti (la direction thorzienne) laisse place à des successeurs plus jeunes, chargés de gérer le capital collectif de l'organisation, tandis qu'une nouvelle configuration institutionnelle voit le jour et permet à des intellectuels d'être plus étroitement associés à la fixation des orientations politiques de la direction. Est ainsi rendu possible un processus de révisions de points importants de la doctrine partisane (*l'aggiornamento*)²¹ censé accompagner la nouvelle stratégie politique du groupe dirigeant (l'Union de la gauche). Ce mouvement complexe est adossé à un renouvellement des effectifs du parti. Des intellectuels érigés en « conseillers du Prince »²² sont regroupés dans des revues et/ou des sections de travail. Parmi elles, la section de politique extérieure (abrégée dans le langage courant sous la dénomination « Porex ») est formellement dirigée par Raymond Guyot (l'un des piliers de la direction thorzienne)²³ jusqu'au début des années 1970. Cependant, dès la seconde moitié des années 1960, Jean Kanapa s'impose progressivement comme le principal conseiller du secrétaire général (Waldeck Rochet) pour la politique étrangère. Né en 1924, fils d'un banquier, Jean Kanapa est agrégé de philosophie. Adhérent au PCF à la Libération, responsable de *La Nouvelle Critique* entre 1948 et 1958, il a alors la réputation de stalinien. Dans ces années-là il représente le PCF au sein de la revue éditée par le Kominform. Entré au Comité central en 1959, un temps menacé car suspecté d'être devenu khrouchtchévien²⁴, il part à Moscou couvrir l'actualité soviétique pour *L'Humanité*. Il n'accède au Bureau politique que très tardivement, après son intronisation comme chef de file de la Porex. A son arrivée, celle-ci comprend alors un collectif Europe mais dont la fonction est essentiellement d'entretenir les contacts avec les autres partis communistes du continent. Ce que l'on appelle jusqu'à ce moment-là « les questions européennes » sont en fait principalement celles qui ont trait aux enjeux de sécurité européenne dans le cadre des rapports Est/Ouest et c'est à travers ce prisme que les événements se rapportant à l'actualité communautaire sont systématiquement interprétés. Ce n'est que progressivement que la question communautaire en tant que telle devient un objet pour lequel une partie des dirigeants communistes (et notamment ceux qui prennent en charge la politique étrangère dans ces années-là) estiment qu'il faut apporter un traitement spécifique. Ils y sont aidés par le contexte de « détente » au plan international, et par la stratégie unitaire qui incite à faire des compromis avec les forces partenaires au sein de la gauche française et notamment avec le Parti socialiste (PS)²⁵.

L'autonomisation de l'objet « intégration européenne » dans la dynamique de l'aggiornamento

L'une des premières étapes de ce processus est la publication d'un livre coécrit à la toute fin

L'année sociologique, 36, 1986, p. 204.

21 - Bernard PUDAL, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF.*, Paris, Presses de la FNSP, 1989, p. 281 et suivantes ; Frédérique MATONTI, *Intellectuels communistes. Essai sur l'obéissance politique.* La Nouvelle Critique (1967-1980), Paris, La Découverte, 2005, 413 pages ; Bernard PUDAL, *Un monde défait. Les communistes français de 1956 à nos jours, op.cit.*, pp. 21-99.

22 - Bernard PUDAL, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF, op.cit.*, p.284.

23 - Né en 1903, cheminot puis aide-comptable, il entre au comité exécutif de l'Internationale communiste des jeunes en 1928, avant de rejoindre celui de l'Internationale communiste en 1935. Membre du Comité central du PCF dès les années 1930, il intègre le Bureau politique au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

24 - Dans les années qui suivent le Vingtième Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS), Maurice Thorez est aux prises avec une frange de la direction qui se revendique du nouveau *leader* soviétique pour critiquer le manque d'entrain du secrétaire général à opérer la « déstalinisation ».

25 - Parti communiste français, Parti socialiste et Mouvement des radicaux de gauche, *Programme commun de gouvernement*, Paris, Éditions sociales, 1972, pp. 177-181.

des années 1960 par Jean Kanapa et Jacques Denis²⁶. Il est intitulé : *Pour ou contre l'Europe ?*²⁷. C'est le premier ouvrage portant plus spécifiquement sur l'intégration européenne et rédigé par de hauts responsables du PCF. Dès l'introduction, les auteurs affichent leur intention de tordre le cou à la présentation habituellement faite de la « ligne » du PCF sur ces questions : « On dit parfois, avec beaucoup de légèreté, que les communistes seraient « contre l'Europe ». Nous espérons montrer au contraire que nous sommes en faveur de la véritable Europe, d'une Europe démocratique et pacifique, d'une Europe de l'amitié, de la coopération et de la sécurité »²⁸. Il ne s'agit pas d'une rupture avec l'interprétation qui avait cours auparavant (on y trouve encore l'opposition entre la « petite Europe » que serait la Communauté européenne, et la « vraie Europe » qui devrait être fondée sur la coopération par-delà le « rideau de fer ») mais c'est un premier pas. Quelques années plus tard, à la tête de la Poley, Jean Kanapa s'illustre par une certaine prise de distance vis-à-vis des dirigeants soviétiques, et milite pour l'édification d'une structure européenne placée à équidistance des deux blocs. Dans le rapport qu'il présente lors de la session du Comité central de mai 1973, il esquisse une forme de déplacement par rapport à la *doxa* antérieure : si la « dérive » vers la supranationalité doit être combattue, il convient de mettre l'accent sur le thème de la construction d'une « Europe » neutre à égale distance des deux superpuissances, ce qui nécessite au préalable la démocratisation des institutions communautaires existantes. Sur ces mots d'ordre, un rapprochement avec d'autres forces de gauche européennes, y compris non-communistes, est envisageable²⁹. Ainsi, il pose les jalons d'une nouvelle problématisation de l'enjeu communautaire dans la mesure où il redéfinit pour partie les termes du problème tout en indiquant la nouvelle démarche à suivre³⁰. L'intégration européenne ne semble plus pouvoir être réduite à la seule dimension « sécuritaire ». Son adjoint Jacques Denis insiste, à l'occasion de la même session, sur l'intérêt que peut trouver le parti à voir poser la question communautaire dans des termes nouveaux : « Cela nous appelle à être extrêmement offensif, parce que cela permet de voir toute la différence avec le passé. C'est pas la première fois que nous sommes amenés à nous préoccuper beaucoup des questions européennes. Pendant des années, le Comité central a été amené à avoir par exemple à son ordre du jour la question allemande. Et nous devons le faire dans un moment où la question était telle que nous pouvions nous trouver placés devant une explosion en Europe [...] Nous mesurons par la simple comparaison de cela qu'aujourd'hui nous nous trouvons devant des tâches nouvelles, c'est à dire que les conséquences des batailles menées et les changements survenus dans le monde permettent désormais de poser les choses dans des termes extrêmement offensifs et en même temps constructifs »³¹.

Au même moment, Jean Kanapa entame une restructuration interne de la Poley. L'entrée d'une délégation de communistes français au Parlement européen en 1973 coïncide avec le recrutement de nouveaux permanents, plus fortement dotés en titres scolaires que leurs prédécesseurs. Ainsi, dans le courant des années 1970, un groupe de travail spécifiquement consacré

26 - Né en 1922, entré au PCF à la veille de la Seconde Guerre mondiale, peintre en bâtiment, il s'engage dans la Résistance. C'est en tant que responsable de la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique qu'il acquiert une expérience des sujets internationaux. Ayant rejoint le secrétariat particulier de Maurice Thorez, il intègre par la suite le Comité central en 1961 puis la Poley, dont il devient le numéro deux.

27 - Jacques DENIS, Jean KANAPA, *Pour ou contre l'Europe ?* Paris, Éditions sociales, 1969, 224 pages.

28 - *Ibid*, pp. 7-8.

29 - Archives du PCF, fonds du Comité central, 261 J2 49, rapport de Jean Kanapa lors de la session du Comité central des 25 et 26 mai 1973.

30 - Pour Michel Callon, la formulation des problèmes est indissociable de la désignation de ce qu'il appelle les « points de passage obligés » : « la problématisation, outre la définition des acteurs qu'elle implique, possède donc des propriétés dynamiques : elle indique les déplacements et détours à consentir et pour cela les alliances à sceller ». Michel CALLON, « « Eléments pour une sociologie de la traduction. La domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins-pêcheurs dans la baie de Saint-Brieuc », *art. cit.*, p. 183.

31 - Archives du PCF, fonds du Comité central, 4 AV 1978, enregistrement sonore de la session des 25 et 26 mai 1973.

à l'étude des dossiers communautaires se constitue. Il est un temps dirigé par Gérard Streiff. Né en 1949, fils d'artisans-commerçants, après un bref engagement aux côtés des maoïstes, il participe aux activités d'un groupe d'étudiants communistes à l'Institut d'études politiques de Strasbourg. Alors qu'il achève son cursus à l'Institut des hautes études européennes, il envoie une lettre à *L'Humanité* dans laquelle il offre ses services pour partir en Afrique. Il est finalement reçu par Jean Kanapa dans le courant de l'année 1973 pour travailler sur les dossiers relatifs à l'Europe occidentale. Dans la foulée, il lui est demandé de délivrer aux parlementaires PCF qui s'approprient à siéger dans l'enceinte européenne une présentation des institutions communautaires : « Je me rappelle très bien de la première séance, j'étais très bouleversé parce que j'avais 25 ou 26 ans, et on est dans une salle du cinquième étage. Ils sont les quatre députés nommés à ce moment-là, nommés par le Parti. Et ils me disent « qu'est-ce c'est le Conseil ? » etc, c'est à dire le b.a.ba. Et moi je fais un topo avec un tableau etc. Donc ça aussi c'est un lien et une motivation, pour la Poley, de travail très importante »³². A l'approche des élections européennes de 1979, il participe à la rédaction d'un livre destiné à expliquer la politique européenne du PCF à ses adhérents afin de leur fournir un argumentaire. Ses coauteurs sont également des agents plutôt jeunes et fortement diplômés, collaborateurs au groupe parlementaire communiste du Parlement européen et œuvrant par ailleurs à la Poley et à la section économique³³. Gérard Streiff a toutefois un profil un peu plus « généraliste » et donc « politique » au sein de cette équipe, comme en témoigne son accession au Comité central en 1979 et son maintien au sein de l'appareil communiste, tandis que les autres auteurs, ayant un profil plus « technicien » se tournent davantage vers le travail parlementaire³⁴.

Intégration européenne et crispations doctrinales. L'usage des questions communautaires dans la compétition interpartisane à la fin des années 1970

Les options portées par Jean Kanapa s'inscrivent dans le cadre d'une tentative de restructuration du système d'alliances du PCF au sein du mouvement communiste international dont le point d'orgue est la constitution d'un pôle dit « eurocommuniste » dans la seconde moitié des années 1970³⁵. Mais elles sont aussi indexées sur la stratégie unitaire du groupe dirigeant. Or, il s'avère que celle-ci est associée à l'afflux de nouveaux agents issus des couches moyennes salariées et intellectuelles, ce qui finit par inquiéter une frange de la direction, d'autant que les bénéfices électoraux récoltés ne sont pas à la hauteur des espérances. Au contraire, le PS tend à disputer de plus en plus sérieusement au PCF la première place à gauche. La crainte d'une dissolution de l'identité communiste s'était emparée d'une fraction non-négligeable de la direction dès la signature du *Programme commun* en 1972³⁶. A cette même période, le référendum sur l'élargissement du Marché commun au Royaume-Uni, à l'Irlande et au Danemark avait déjà été l'occasion de mesurer l'audience du parti³⁷. Réunissant les secrétaires fédéraux, Gaston Plissonnier³⁸ avait alors martelé

32 - Entretien avec l'auteur

33 - Daniel DEBATISSE, Sylvain DREYFUS, Gérard LAPRAT, Gérard STREIFF, Jean-Claude THOMAS, *Europe : la France en jeu*, Paris, Éditions sociales, 1979, 253 pages.

34 - Gérard Laprat, par exemple, accomplit une carrière « européenne ». Il est aujourd'hui directeur des droits des citoyens et des affaires constitutionnelles rattaché au secrétariat général du Parlement européen.

35 - Sur ce point, cf : Lilly MARCOU, *Les pieds d'argile. Le communisme mondial au présent. 1970-1986*, Paris, Ramsay, 490 pages.

36 - Bernard PUDAL, *Prendre part. Pour une sociologie historique du PCF, op.cit.*, pp. 292-293.

37 - Le PCF était la seule des « grandes » formations politiques à appeler à voter « non ». Le PS préconisait l'abstention.

38 - Né en 1913, artisan chaisier, il rejoint les Jeunesses communistes et le PCF dans les années 1930. Résistant, il entre au Comité central en 1950, puis accède à l'exécutif du parti. Secrétaire administratif, il chapeaute également la section de montée des cadres et s'occupe des contacts avec les secrétaires fédéraux. Il accumule ainsi un certain nombre de ressources qui en font l'un des plus influents membres de la direction. Parallèlement à la Poley, il dispose de ses propres filières en politique étrangère, reliées pour l'essentiel aux autres partis communistes, dont le PCUS. Cf. : François HINCKER, « Le groupe dirigeant du PCF », in *Communisme*,

que la campagne référendaire devait permettre de bien marquer la différence irréductible séparant les deux plus grands partis de gauche : « Il existe sur l'Europe une divergence de fond entre nous et le PS qui est pour l'intégration économique et la supranationalité. Nous avons à revenir sur ce problème de façon plus approfondi, afin que tous les communistes assimilent mieux la nature réformiste du PS, ses idées de collaboration de classe »³⁹. A la suite de quoi, devant le Comité central, il reproche à certains adhérents de ne pas avoir montré assez d'ardeur à la tâche : « On rencontre [au sein du PCF] des conceptions opportunistes sur l'unité, son contenu de classe et la nécessité de l'action pour la faire triompher [...] Étant donné que ces hésitations se sont exprimées à l'occasion du référendum, un débat est nécessaire pour éclairer ces problèmes. D'autant plus que s'affirment des aspects nouveaux et que ce sont sensiblement renouvelés, ces dernières années, les effectifs du Parti. Avec le capitalisme, existent des bases sociales qui nourrissent le réformisme et les illusions petite-bourgeoises [...] On a constaté des incompréhensions à propos de l'union chez les enseignants; chez les ITC [ingénieurs, techniciens, cadres], sur l'Europe et la coopération. C'est pourquoi un travail spécifique est nécessaire parmi ces catégories »⁴⁰. Cinq ans plus tard, la déclaration du secrétaire général Georges Marchais dans laquelle il consent, sous conditions, au principe de l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct est justifiée par le souci de se « placer sur une position unitaire, favorable au Parti avant l'ouverture des négociations avec le Parti socialiste »⁴¹. Elle suscite pourtant des réticences qu'exprime Robert Ballanger, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale : « J'ai passé toutes les épreuves du Parti depuis 1932; ses positions sont l'honneur du Parti, il faut faire attention à ne pas les laisser ternir (ou galvauder). La position du Bureau politique ne défend pas l'intérêt national. Elle ne tient pas compte des intérêts de la classe ouvrière »⁴².

Jean Kanapa meurt le 5 septembre 1978, un peu moins d'un an après l'échec des négociations pour la réactualisation du *Programme commun*. Il s'agit à présent pour la direction de se démarquer très clairement de l'ancien partenaire socialiste. La campagne européenne du PCF en 1979 est ainsi marquée du souci d'accréditer la thèse du « virage à droite » du PS, de dénoncer les accointances supposées entre l'allié d'hier et le pouvoir exécutif en France, pour mieux « réidentifier » le PCF : « Les convergences de plus en plus affirmées qui s'expriment entre M. Giscard d'Estaing et François Mitterrand à l'occasion de ces élections européennes ne doivent rien au hasard. Il s'agit manifestement pour eux de faire du 10 juin une étape décisive dans le ralliement du Parti socialiste à la droite »⁴³. On retrouve cette même association du PS à la droite dès l'introduction du manifeste électoral de 1979⁴⁴. Celui-ci est assez représentatif des tiraillements qui secouent le corps dirigeant. La grille de lecture héritée de la Guerre froide est pour partie réactivée⁴⁵

n°10, 1986, pp. 73 et 76.

39 - Archives du PCF, fonds Gaston Plissonnier, 264 J 45, Rapport de Gaston Plissonnier à la réunion des secrétaires fédéraux du 10 avril 1972.

40 - Archives du PCF, fonds du Comité central, 261 J 2 48, Rapport de Gaston Plissonnier lors de la session du Comité central des 16, 17 et 18 mai 1972.

41 - Archives du PCF, fonds du Bureau politique, 2 NUM 4/6, Relevé de la réunion du 18 avril 1977.

42 - Archives du PCF, fonds du Bureau politique, 2 NUM 4/6, Annexe au relevé de la réunion du 8 juin 1977.

43 - Entretien de Georges MARCHAIS in *France-Soir*, 7 juin 1979.

44 - « Il y a plus de vingt ans, les créateurs du pool charbon-acier du Marché commun l'avaient présenté comme la chance du pays, la solution de tous ses problèmes. Ils ont menti. Sept millions de chômeurs, une économie en léthargie, une agriculture en crise, le démantèlement de branches industrielles comme le charbon et la sidérurgie, des usines qui ferment, des régions qui meurent, la voilà leur Europe, l'Europe de la droite et de la social-démocratie » in Manifeste du PCF pour les élections européennes de 1979, « Pour une France indépendante, une Europe démocratique ».

45 - « Ils veulent la soumission du franc au mark, faisant du même coup de la RFA le banquier de l'Europe qui tient les cordons de la bourse et dicte sa loi. Ils veulent intégrer l'armée française dans une force militaire européenne et atlantique. Ils veulent le recul des cultures nationale et régionale, l'uniformisation dans le moule américain. Ils veulent que la France désarticulée, affaiblie, soit intégrée, noyée dans un conglomérat ouest-

même si le principe d'indépendance à l'égard des deux blocs est réaffirmé et si le programme s'affiche comme constructif puisqu'il comporte une énumération de vingt propositions («Faire vingt propositions, c'est la meilleure réponse qu'on peut donner à ceux qui disent : « vous n'êtes pas pour l'Europe ; vous le dites mais vous ne l'êtes pas » »⁴⁶).

La tonalité fortement polémique de la campagne communiste a également à voir avec le positionnement de Jacques Chirac, président et tête de liste du Rassemblement pour la République (RPR). La campagne extrêmement critique de ce dernier semble exercer un effet d'incitation⁴⁷ et d'ailleurs son *Appel de Cohin* est plutôt bien accueilli au Comité central du PCF. Le secrétaire général y voit la possibilité d'apporter plus de crédit à ses thèses et d'élargir l'audience électorale du parti, tout en pointant également l'appartenance de Jacques Chirac à la majorité : « J'oublie pas une chose. C'est qu'il va y avoir une liste RPR aux élections. Par conséquent, je résous le problème. Je mets en évidence le fait (enfin « nous », c'est notre liste), on met en évidence qu'on porte une appréciation qui va dans le même sens. C'est pas la première fois. Ça nous rappelle quelque chose. Cela dit il faut attendre pour voir. Y a des inconséquences. Quel est le résultat de ça ? Pour ceux qui veulent pas de l'élargissement et qui veulent préserver l'indépendance et la souveraineté, même s'ils sont gaullistes, il faut qu'ils votent communistes. Parce que mon objectif n'est pas de faire changer Chirac de position. L'objectif c'est que ceux qui pensent gaulliste votent communiste »⁴⁸. Toutefois, au fur et à mesure de la campagne, la direction donne instructions d'attaquer davantage le RPR afin de ne pas se laisser dépouiller du drapeau de l'indépendance nationale : « Montrer le caractère démagogique de la campagne de Chirac qui vise à contenir l'électorat populaire gaulliste sensible à notre dénonciation des abandons nationaux »⁴⁹. En outre, d'autres orateurs insistent sur le fait qu'il ne faut pas perdre de vue que l'objectif premier est de reconquérir une partie des électeurs qui se sont tournés dans la dernière période vers le PS : « L'essentiel est de faire grandir le mouvement des masses par rapport à l'hostilité à l'élargissement du Marché commun, y compris en mettant quelques garde-fous, comme le dit Georges, par rapport aux inconséquences du RPR. Mais moi mon opinion, à cette élection européenne, ce que nous allons faire c'est surtout, comme aurait dit feu mon père, plumer la volaille socialiste [rires dans la salle] C'est là que nous avons à gagner. C'est pas sur le corps électoral du RPR, mais sur le corps électoral qui nous a quitté, ou bien qui est au Parti socialiste, que nous avons beaucoup à gagner »⁵⁰.

Si la campagne européenne de 1979 offre aux dirigeants communistes l'occasion de se saisir d'un marqueur identitaire permettant de se différencier nettement du PS, la traduction de l'intégration européenne ne saurait être complète que si elle débouche sur une ample mobilisation

européen placé sous l'hégémonie de l'Allemagne fédérale et la haute tutelle des Etats-Unis », *Ibid.*

46 - Intervention de Maxime Gremetz, nouveau responsable de la Poley, devant le Comité central. Archives du PCF, Lors d'une réunion de la Poley, l'un des intervenants insistaient alors : « Notre campagne doit toujours être guidée par l'idée du désarmement (...) Il faudrait lier toutes les questions de désarmement à la lutte contre le Marché commun et Euratom ». Archives du PCF, fond Raymond Guyot, 283 J 76, Procès-verbal de la réunion de la Poley du 28 décembre 1956.

47 - Pour Robert Harmsen, les discours des « partis de gouvernement » déterminent les contours du débat politiques sur les sujets européens. Soit ils les constituent en objet consensuel disqualifiant d'emblée toute critique (effet de barrière), soit au contraire ils peuvent comporter des réserves incitant les partis marginaux à la surenchère (effet d'incitation). Robert HARMSEN, « L'Europe et les partis politiques nationaux : les leçons d'un non-clivage » in *Revue internationale de politique comparée*, vol 12, n°1, 2005, pp. 77-94.

48 - Intervention de Georges Marchais devant le Comité central. Archives du PCF, fonds du Comité central, 4 AV 2626, enregistrement sonore de la session des 12 et 13 décembre 1978.

49 - Archives du PCF, fonds du Bureau politique, 2 NUM 4/6, Relevé de la réunion du Bureau politique du 23 mai 1979.

50 - Intervention de Paul Le Gall, ex-premier secrétaire de la fédération du Finistère, devant le Comité central, Archives du PCF, fonds du Comité central, 4 AV 2626, enregistrement sonore de la session des 12 et 13 décembre 1978.

électorale. La question du désarmement et d'un possible projet d'intégration militaire est certes soulevée mais elle ne semble pas être suffisante à la levée en masse des électeurs visés. Devant le Comité central, le nouveau chef de la Polex, Maxime Gremetz⁵¹, confie que politiser l'intégration européenne est une tâche ardue, difficulté qu'il a fallu prendre en compte au moment de la rédaction du manifeste électoral : « Il faut pas se cacher que c'est très compliqué l'Europe et que certains essaient de compliquer au maximum. Donc il faut tout à la fois, nous, prendre en compte, essayer d'expliquer aussi simplement que possible de quoi il retourne et ne pas vouloir tout dire. Il faut montrer quelles conséquences cela peut avoir pour les gens, les différentes catégories, les régions, l'ensemble de notre pays. Mais en même temps, je crois que tous les détails techniques de l'Europe, il ne faut pas trop s'embarrasser de cela »⁵². Devant le Comité central, certains intervenants évoquent le thème des restructurations dans la sidérurgie. Mais celui qui va prédominer est le projet d'élargissement de la Communauté à l'Espagne, au Portugal et à la Grèce. En effet, il est de nature à susciter de vives inquiétudes dans une frange de paysannerie et de la viticulture, notamment dans le Sud-Ouest, où le PS recueille habituellement des résultats électoraux satisfaisants. C'est ainsi que Emmanuel Maffre-Beaugé, syndicaliste viticole chrétien se déclarant proche de la mouvance socialiste, est appelé à figurer en cinquième position sur la liste présentée par le PCF. De même de larges extraits du manifeste électoral sont consacrés à cette question. En commentant la lecture devant le Comité central, Maxime Gremetz n'en fait pas mystère : « Nous choisissons tout de suite de mettre comme grande question essentielle la question de l'élargissement. Parce qu'il s'agit de la question la plus sensible mais je dirais aussi la plus compréhensible. Et en plus, ce que nous disons quant à cette question c'est juste. Avec les conséquences de cet élargissement au plan social, industriel, au plan de notre agriculture. Et puis les conséquences au plan politique, avec la supranationalité [...] C'est donc je dirais la question centrale de ce document : ils veulent pousser, avec l'élargissement, à l'intégration européenne »⁵³.

Le score électoral obtenu est honorable (un peu plus de 20% des suffrages exprimés) même si le PCF est distancé par le PS. Dans la séquence suivante, en dépit de la parenthèse que constitue la participation gouvernementale (1981-1984) on assiste plutôt à un repli de la direction sur la sphère des permanents, sur les cadres supérieurs du parti et sur les référents de l'organisation, tandis que les intellectuels désertent par vagues successives⁵⁴. Si le déclin des effectifs n'inverse pas la tendance à la diversification de la composition sociale du parti (une déprolétarianisation qui semble s'accélérer dans les années 1990)⁵⁵, la période qui s'ouvre après le Congrès de 1979 est caractérisée dans un premier temps par une forme de fermeture de l'exécutif partisan et des secrétariats fédéraux afin de préserver l'identité ouvrière des organismes de direction, ce qui singularise le PCF par rapport à d'autres partis communistes occidentaux tel son homologue italien⁵⁶.

La politisation de l'intégration européenne sur fond de quête identitaire

51 - Né en 1940, ouvrier métallurgiste, il devient premier secrétaire de la fédération de la Somme en 1966. Il acquiert un mandat électif puisqu'il entre au Conseil général de son département en 1970. Membre du Comité central dès 1972, puis du Bureau politique, à partir de 1976, il a alors en charge les questions électorales et le dialogue avec les chrétiens. Il est considéré comme un proche du secrétaire général.

52 - Intervention de Maxime Gremetz devant le Comité central, Archives du PCF, fonds du Comité central, 4 AV 2626, enregistrement sonore de la session des 12 et 13 décembre 1978.

53 - *Ibid.*

54 - Bernard PUDAL, *Un monde défait. Les communistes français de 1956 à nos jours*, op.cit., pp. 99-106.

55 - François PLATONE, Jean RANGER, « Les adhérents du PCF en 1997 » in *Les Cahiers du CEVIPOF*, n°27, 2000, pp. 14-16

56 - Marc LAZAR, *Maisons rouges. Les partis communistes français et italien de la Libération à nos jours*, Paris, Aubier, 1992, pp. 242-246.

Les dirigeants qui font autorité sur les questions européennes : Philippe Herzog, René Piquet, Francis Wurtz

L'échec de la « stratégie d'attente » de la direction Marchais, qui était fondée sur le calcul erroné d'un retour mécanique vers le PCF des électeurs déçus par la politique des gouvernements socialistes⁵⁷, l'effondrement du bloc communiste à l'Est, et la relance de l'intégration européenne à partir de la seconde moitié des années 1980 amènent à un réexamen de la politique étrangère et européenne du PCF. La désignation de Philippe Herzog pour conduire la liste aux élections européennes de 1989 traduisait déjà la volonté du secrétaire général de donner à voir une autre image du parti et de sa direction. En effet, Philippe Herzog est au sein du Bureau politique l'un des agents les plus diplômés. Né en 1940, polytechnicien, agrégé en sciences économiques, il devient administrateur à l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) et professeur d'université. Entré au PCF dans les années 1960 il est assez représentatif de cette génération d'intellectuels qui affluent au Parti communiste dans la dynamique de la stratégie unitaire et de l'*aggiornamento*. Il collabore alors à la section économique avant d'en diriger la revue, *Economie et politique*. Son accession à la tête de la section coïncide avec son élévation au Bureau politique en 1979. Il date de 1984 ses premières divergences avec le reste de la direction partisane : « Et là on se retrouve avec des dirigeants qui, sortis du gouvernement, disent non, à tout. Nous, à la section économique, on était avec les socialistes dans une logique « coopérants mais rivaux ». Notre idée était : bon on sort du gouvernement... entre parenthèses j'aurais été ministre, parce qu'ils demandaient un ministère économique fort pour les communistes... Nous on continuait d'essayer de proposer une politique économique intelligente pour la France. Je n'ai jamais été dans une logique de radicalité. Jamais. Toujours antigauchiste. J'avais pas vu qu'au lendemain de la sortie au gouvernement, tout est mauvais. Et là je me retrouve au BP et je dis : « les socialistes posent de bonnes questions mais je ne suis pas d'accord avec la façon dont ils les traitent, donc il faut entrer dans le diagnostic et faire des propositions ». Réponse: « Non, il faut tout faire échouer ». Donc moi, je suis constructiviste dans l'âme et là, je me retrouve en porte-à-faux [...] Moi j'ai jamais été un social-démocrate, mais je considérais qu'il fallait avoir une capacité d'influence forte. Et comme c'était pas la ligne... L'Europe a été plus la cerise sur le gâteau, le catalyseur de ma rupture »⁵⁸. Probablement à la faveur de la relance de l'intégration économique (l'Acte unique européen), la section économique investit de plus en plus les questions européennes. C'est d'ailleurs Philippe Herzog qui dirige avec Yves Dimicoli, autre pilier de la section, l'ouvrage préparant le scrutin de 1989⁵⁹.

Au même moment, outre Maxime Gremetz, deux autres personnalités influentes du parti siègent au Parlement européen : René Piquet et Francis Wurtz. Le premier, né en 1932, est ouvrier métallurgiste de profession. Il intègre l'exécutif partisan en 1964. Sa première élection au Parlement européen en 1979 est concomitante de sa sortie du Secrétariat, même s'il demeure membre du Bureau politique. Implanté alors dans le Midi toulousain, il est vraisemblable que son entrée dans l'enceinte européenne est pour partie due à la difficulté que rencontre le PCF dans la conquête d'un mandat parlementaire national dans cette région. C'est lui qui est chargé de présenter au nom du Bureau politique, devant le Comité central, les rapports préparatoires aux campagnes européennes de 1984 et de 1989⁶⁰. Chef de file de la délégation des eurodéputés PCF il semble être le réceptacle des incriminations ponctuelles du reste de l'équipe dirigeante : « Des désaccords avec mon parti ? A

57 - Bernard PUDAL, *Un monde défait. Les communistes français de 1956 à nos jours*, op.cit., pp. 151-162

58 - Entretien avec l'auteur

59 - Yves DIMICOLI, Philippe HERZOG, dir., *Europe 92. Construire autrement, autre chose*, Paris, Éditions sociales, 1989, 307 pages.

60 - Rapport de René Piquet lors de la session du Comité central du 16 février 1984, in *L'Humanité*, 17 février 1984 ; Rapport de René Piquet lors de la session du Comité central des 26 et 27 avril 1989, in *L'Humanité*, 28 avril 1989

la vérité, en presque vingt ans de présence strasbourgeoise, c'est plutôt sa direction qui, à plusieurs reprises, en manifeste à mon égard. Sur l'amplitude et la singularité des questions européennes. Sur la place et le rôle des parlementaires et du groupe multinational auquel nous appartenons. Ou bien encore sur les rapports entre partis communistes pour affronter les questions européennes. L'expérience ne m'a pas donné tort en toute chose »⁶¹. Francis Wurtz, pour sa part, est plus jeune puisqu'il est né en 1948. Originaire de Strasbourg, issu d'un milieu relativement modeste et d'une famille politiquement orientée à droite, c'est dans le cadre de la fréquentation parallèle à ses études d'un organisme d'éducation populaire qu'il noue ses premiers contacts avec des communistes. Il adhère au PCF en 1969 à l'occasion d'un meeting sur la sécurité européenne à la préparation duquel il avait participé. Se destinant à l'enseignement, il devient pourtant très tôt permanent du PCF dans la fédération du Bas-Rhin avant d'être appelé au secrétariat particulier de Georges Marchais en 1976. Sa proximité au secrétaire général est probablement l'une des raisons de son entrée au Comité central et quasi-simultanément au Parlement européen en 1979. Secrétaire du comité créé par Georges Marchais consacré à la défense des libertés et aux droits de l'homme, directeur de la campagne européenne du PCF en 1989, il peut déjà témoigner d'une longue expérience des institutions européennes lorsqu'il entre au Bureau politique en 1990. Sa nomination un an plus tard à la tête de la Poley, en lieu et place de Maxime Gremetz, semble témoigner de la volonté du secrétaire général de tirer les conclusions de la dislocation du bloc de l'Est et d'imaginer une nouvelle politique étrangère : « C'était le choix de Georges Marchais, qui était tout ce qu'il y a de plus conscient. Il analysait de façon très lucide les ruptures qui sont intervenues dans la situation internationale, notamment avec la chute de l'URSS. Il savait ce que signifiait ce changement de personnes. Encore une fois, ce n'est pas déterminant, mais c'est un élément de la situation. De toute situation. Et donc je n'ai aucun problème une fois nommé pour proposer de tirer tous les enseignements de la nouvelle situation pour avoir une politique extérieure de notre temps [...] La représentation mentale, c'était celle du monde bipolaire. Et donc... D'ailleurs y avait pas que nous, sauf que nous on l'a assumée alors que les autres ont refusé de l'assumer [...] Et c'est cette représentation mentale qui a explosée au début des années 90. [...] Donc ce que nous avons tenté d'engager de façon structurelle à ce moment-là (je pense que c'est ce à quoi vous faites allusion) c'est ça, c'est dire « tirons tous les enseignements de la situation radicalement nouvelle du point de vue de la représentation qu'il faut se faire du monde ». C'est à dire qu'on substitue plus un type, un monde magnifique à un mauvais monde qu'il faudrait supprimer. Il faut en quelque sorte... ne plus imaginer la guerre de tranchée mais la guerre de mouvement. C'est à dire mener une lutte multiforme, beaucoup plus, nécessairement beaucoup plus créative, beaucoup plus incisive, beaucoup plus attentive, entrant plus dans les contradictions... les nuances, avec l'intelligence du compromis positif. C'est une autre façon de faire de la politique. Et tout particulièrement, ça a revalorisé la dimension européenne ». A mesure que la contestation de Philippe Herzog devient publique et de plus en plus aiguë⁶², Francis Wurtz, fort des ressources accumulées durant ses longues années de présence au Parlement européen (1979-2009) tend à devenir le spécialiste incontournable du PCF sur les questions communautaires⁶³, comme en témoigne sa désignation pour conduire la liste communiste aux élections européennes de 1994. Il pilote dans la foulée la création du groupe parlementaire de la Gauche unitaire européenne (GUE) dont il assurera la présidence quelques années plus tard.

61 - René PIQUET, *Le soleil s'attarde comme une récompense. Regards sur un engagement politique*, Pantin, Le Temps des cerises, 2007, pp. 192-193.

62 - Il quitte le Bureau politique et la section économique en 1994. Il est alors en conflit avec d'autres de ses membres : Paul Boccara et Yves Dimicoli. Deux ans plus tard, il annonce son départ du PCF.

63 - Si les deux hommes appartiennent à la génération des adhérents de la période unitaire et de l'*aggiornamento*, leur différence de trajectoires tient sans doute pour partie à la détention par Philippe Herzog de ressources extra-partisanes dont ne dispose pas Francis Wurtz. Le « sas » de sortie pour Philippe Herzog est l'association « Confrontations Europe », qu'il fonde en 1991 et qui bénéficie du parrainage de Michel Rocard et Jean Peyrelevade.

Une re-problématisation de l'enjeu communautaire : « L'Europe libérale, voilà l'ennemi »

C'est en grande partie sous l'impulsion de Francis Wurtz qu'une nouvelle problématisation de l'enjeu européen est amorcée. Effectivement, à la suite de la campagne référendaire de 1992, c'est moins la dimension supranationale de la construction communautaire qui est en cause que ses répercussions au plan économique et social. L'ennemi n'est plus « l'Europe » ou « l'Europe supranationale », mais « l'Europe de Maastricht » associée au chômage, à la montée de la précarité et au démantèlement des services publics. De plus en plus, ce sont les politiques de l'Union, présentées comme la manifestation d'un capitalisme financiarisé, qui sont prises pour cibles ainsi que certains de ces organes considérés comme emblématiques de la soumission à « l'ultralibéralisme » : la Commission européenne et la Banque centrale européenne (BCE) principalement. Si dans la résolution du Congrès de 1990, la thématique communautaire est abordée dans le chapitre sur « le sens de l'évolution du monde et le rapport de forces à l'échelle internationale »⁶⁴, dans le programme adopté lors du Congrès suivant, elle se voit reconnaître comme un sujet à part entière puisqu'un chapitre lui est consacré sous le titre « Pour un nouveau projet européen »⁶⁵. Cette évolution apparaît aussi dans l'organigramme puisqu'un « collectif de coordination » autonome du secteur de la politique internationale (nouvelle dénomination de la Poley) est constitué, sous la conduite de Daniel Cirera.

Les nécessités de l'alliance qu'initie le nouveau secrétaire national Robert Hue avec les autres forces de gauche, prélude à la « Gauche plurielle »⁶⁶, le souci de ne pas être amalgamé à d'autres partis politiques réputés hostiles à l'intégration européenne (notamment à l'extrême droite, que Francis Wurtz qualifie en entretien de « droite non respectable ») incline à une inflexion des prises de position officielles du PCF. Le thème de l'« Europe sociale », autrefois brocardé comme relevant d'un marché de dupes⁶⁷, fait son entrée dans le programme du PCF lors du Vingt-Huitième Congrès⁶⁸. A cette même occasion, la « monnaie commune », opposable à la monnaie unique, longtemps portée par la seule section économique contre le groupe dirigeant, est également consacrée dans les textes officiels⁶⁹. C'est principalement durant la campagne référendaire de 1992 que l'idée d'une monnaie commune avait suscité le plus de frictions au sommet du parti, comme le rappelle Philippe Herzog : « En tant que section économique, on était pour une monnaie commune. Ça n'a jamais été analysé par le BP. Mais dans l'espace public on s'exprimait et ils [les autres membres de la direction] étaient très gênés parce qu'ils l'avaient pas avalisée. Je me suis fait accuser au BP d'avoir rompu la discipline de parti, sans que pour autant ils n'osent m'apporter la contradiction publique »⁷⁰. Après 1994, la section économique œuvrant dans un premier temps à accompagner la stratégie de la direction Hue, l'objectif de la monnaie commune est formulé durant quelques années avant d'être aussi subitement abandonné. Si tout un chapitre du programme

64 - Résolution du Vingt-Septième Congrès du PCF, in *Les Cahiers du Communisme*, janvier-février 1991, pp. 322-439.

65 - Programme pour une nouvelle politique de justice, de solidarité et de paix, adopté à lors du Vingt-Huitième Congrès du PCF, in *Les Cahiers du Communisme*, février-mars 1994, pp. 243-310.

66 - Propositions en vue d'un pacte unitaire pour une politique progressiste et humaine, in *Les cahiers du Communisme*, mai 1994, p. 125.

67 - « « L'Europe sociale » est une dimension essentielle de l'organisation de la surexploitation des salariés européens. Elle est aussi un moyen d'intégration des gens aux valeurs du capital. En cherchant à assurer la victoire de valeurs sociales élitaires et ségrégatives, elle vise à faire admettre une aggravation du chômage, de la précarité et des inégalités dans toute la zone » in Yves DIMICOLI, « Europe 1992 : une autre ambition pour la France », in *Les Cahiers du Communisme*, mars 1989, p. 24.

68 - Programme pour une nouvelle politique de justice, de solidarité et de paix, adopté à lors du Vingt-Huitième Congrès du PCF, in *Les Cahiers du Communisme*, février-mars 1994, pp. 243-310.

69 - *Ibid*

70 - Entretien avec l'auteur

électoral de 1999 est consacré au « chantier de l'Europe sociale », la monnaie commune ne figure pas parmi les propositions de la liste présentée par le PCF et intitulée « Bouge l'Europe ! », pas plus que dans le manifeste des 87 candidats⁷¹. Ceci tient aux impératifs de la solidarité gouvernementale, au moment où le gouvernement de « Gauche plurielle », auquel participe le PCF, vient de « qualifier la France pour l'euro ».

« Bouge l'Europe ! » : une esquisse de reconfiguration partisane

La campagne européenne de 1999 est conçue pour être l'un des points d'orgue de la « mutation » du PCF impulsée par le secrétaire national⁷². Celui-ci se veut le chantre d'une nouvelle conception du parti. Ne pouvant compter, du fait de la crise de l'organisation, sur un dispositif de lieux de production intellectuelle semblable à celui dont disposaient ses prédécesseurs⁷³, Robert Hue investit massivement dans les outils de la communication politique⁷⁴. Il s'agit non seulement de démontrer que le parti a complètement rompu avec la partie la plus controversée de son histoire (le stalinisme et plus largement le philosoviétisme) mais aussi de donner une nouvelle signification à la marque partisane. Cette entreprise de redéfinition est d'autant plus ardue que le paysage politique à gauche s'est considérablement complexifié. C'est désormais la deuxième place à gauche qui lui est disputée par quantité de formations (écologistes ou d'extrême gauche). Le mutation du PCF doit se manifester par une plus grande ouverture vis-à-vis des contestataires (nombre des idées avancées par les « refondateurs »⁷⁵ sont réappropriés par l'équipe dirigeante), l'avènement d'une nouvelle conception au parti (qui n'est plus symboliquement adossé à un groupe de référence spécifique tel que la classe ouvrière ; qui ne se tient plus à l'avant des masses mais aux côtés du « mouvement social ») et le recours à de nouveaux mots-symboles sans toutefois parvenir à homogénéiser la communauté partisane⁷⁶. C'est notamment sur les conseils du sondeur Stéphane Rozès que Robert Hue tente de redéfinir le PCF comme un « relai citoyen » durant la période de la participation gouvernementale (1997-2002) : « Sous Robert Hue je dirais, à écouter Robert Hue ensuite, j'ai sans doute plus pesé... j'ai pesé sur la question du relai citoyen. Le relai citoyen c'était moi, à partir de mon analyse de la période, sur le fait de ne pas confondre l'antilibéralisme et l'anticapitisme »⁷⁷. Avec le vocable « citoyen », il s'agit de s'adresser à un public plus large et en même temps de trouver un terme valorisant : « En fait, le grand moment Robert Hue, c'est le moment où on passe de la problématique du camarade à la problématique du citoyen. Avec entre, le moment désastreux qu'a

71 - Bibliothèque nationale de France, Recueil élections européennes 1999, Profession de foi de la liste « Bouge l'Europe » et « Manifeste des 87. Une volonté commune : donner un nouvel élan pour le changement ».

72 - Robert HUE, *Communisme : la mutation*, Paris, Stock, 1995, 343 pages.

73 - Il est à noter cependant qu'en 1995 est créé Espaces Marx, qui est une association très proche du PCF même si son conseil scientifique est ouvert à des non-communistes.

74 - Bernard PUDAL, *Un monde défait. Les communistes français de 1956 à nos jours*, op. cit., pp. 163-166. Ce point mérite toutefois d'être légèrement nuancé. La direction du PCF n'a pas découvert les sondages dans les années 1990. Dès les années 1960, elle commande des études quantitatives (par l'entremise de Guy Michelat et Michel Simon notamment). En entretien, le sondeur Stéphane Rozès estime qu'avec Robert Hue, le principal changement réside dans le recours aux études qualitatives et surtout dans la publicité que donne le secrétaire national à ces enquêtes, dont il fait un usage politique destiné à donner du crédit à ses points de vue face à ces contestataires internes.

75 - Les « refondateurs » sont un courant dissident formé au début des années 1990, dans un premier temps dans le sillage de Charles Fiterman. Composé principalement d'élus frondeurs (Guy Hermier, Jack Ralite, Patrick Braouezec...) et d'intellectuels (Roger Martelli...), il s'illustre par la critique des « appareils partisans » et souhaite accompagner les mouvements de la société. Il ne constitue cependant jamais un ensemble très homogène. Certains de ceux qui s'y apparentent se distinguent en appelant à la constitution d'un « pôle de radicalité ».

76 - Nicolas BUE, Nathalie ETHUIN, « Le Parti communiste, un parti « comme les autres » ? Retour sur quelques analyses de la désouvriérisation du PCF » in *Revue Espaces Marx Nord*, 2005, 35 pages.

77 - Entretien avec l'auteur

été le moment Georges Marchais 1981, « le pauvre ». Y a eu ce moment de désastre intellectuel et électoral terrible. Ensuite y a eu « citoyen ». Mais on est passé des représentations de fierté des représentations ouvrières, « le camarade », au moment cataclysmique sous Georges Marchais qui est « le pauvre ». Ainsi, les référents qui fonctionnaient auparavant comme « un univers de sens »⁷⁸ au sein du groupe partisan (ouvriers, travailleurs, révolution) sont absents du manifeste adopté par les candidats de la liste « Bouge l'Europe ! », composée à parité de communistes et de non-communistes. Elle s'y définit, sur un mode consensuel, comme la « liste fondatrice de pratiques politiques neuves pour aller de l'avant vers la république des citoyennes et des citoyens, la république de la solidarité, de la société métissée de notre temps et vers la communauté réconciliée des Européens pour une perspective de développement partagé et des rapports de codéveloppement avec les peuples du Sud, pour un message d'ouverture et d'espérance, constructif et généreux, porté en France, en Europe et dans le monde »⁷⁹. Dans cet esprit, la publication des propositions est précédée d'une campagne de plusieurs mois durant laquelle sont convoqués des « rendez-vous de proximité » en principe réservés aux adhérents, des forums associant des sympathisants et enfin des « espaces citoyens ». Ce sont ces lieux qui sont censés être le terreau du programme que doivent ensuite endosser les candidats. Ils sont conçus en vue d'un élargissement de l'auditoire communiste traditionnel et pour apporter une réponse à la « crise de la représentation politique ». Ils s'inscrivent dans la démarche théorisée sous l'appellation « force communiste ». Constatant la déréliction des réseaux de mobilisation partisane, la direction propose d'associer les sympathisants, les acteurs du « mouvement social » qui ne souhaitent pas adhérer au PCF mais qui acceptent de discuter avec les militants et dirigeants communistes : « Partout, les forums permettent aux communistes de préciser leurs positions fondamentales sur l'Europe, de les confronter et de les enrichir dans la diversité [...] Notre objectif, en préparant ces forums, est de nous adresser à toutes ces Françaises et ces Français qui – au-delà de leur vote lors du référendum sur Maastricht – contestent les dérives libérales actuelles de l'Europe. Nous nous adressons à ces citoyennes et ces citoyens qui se sentent et se veulent Européens, qui pensent que cette Europe peut devenir un objectif formidable si elle s'appuie sur ce qu'il y a de meilleur dans chaque nation »⁸⁰.

Se départir de l'étiquette « eurosceptique » : intégration européenne et dissociation partisane

Effectivement, le souci de la direction est alors d'afficher un discours positif lui permettant ainsi de mieux se débarrasser de l'étiquette d' « eurosceptique » ou bien d' « antieuropéen » qui, dans certaines configurations, peut se révéler stigmatisante⁸¹. Robert Hue le clame haut et fort devant le Comité national : « Il me paraît évident que nous avons un sérieux handicap à surmonter : non seulement notre position quant à l'Europe est méconnue, mais elle est tout simplement à l'exact opposé de ce qu'elle est ! Alors redisons-le et expliquons-là : nous, communistes français, sommes « européens ». Nous sommes pour l'Europe. Je vois bien comment s'appuyant sur tel ou tel argument ou mot d'ordre qui furent un temps les nôtres on pourrait m'objecter : « Voyons, nous ne pouvons pas dire simplement que nous sommes pour l'Europe alors que nous avons été contre

78 - Michel HASTINGS, « Partis politiques et administration du sens », *art. cit.*,

79 - Manifeste de la liste « Bouge l'Europe ! » aux élections européennes de 1999. « Une volonté commune : un nouvel élan pour le changement ».

80 - Jean-Louis LE MOING, « Forums : Présenter et enrichir le projet europrogressiste du PCF » in *Les Cahiers du Communisme*, janvier 1999, pp. 9-10.

81 - Cédric PELLEN, « Le positionnement européen de *Samoobrona*: du rejet radical à l' "euroréalisme" » in Laure Neumayer, Antoine Roger, Frédéric Zalewski, dir., *L'Europe contestée. Espaces et enjeux de positionnements contre l'intégration européenne*, *op. cit.*, pp. 15-33 ; Emmanuelle REUNGOAT, « Les résistances partisans à l'Europe : enjeux de présentation de soi et de labellisation » in Frédéric Clavert, Philippe Haman, Birte Wassenberg, dir., *Contre l'Europe ? Anti-européisme, euroscepticisme, alter-européisme dans la construction européenne de 1945 à nos jours. Vol 1 Les concepts*, Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 2010, pp. 155-169.

Maastricht, contre le marché unique européen, contre l'euro, contre tant d'autres choses qui font l'essentiel de ce qu'est la construction européenne. Disons que nous sommes pour l'Europe mais contre l'Europe actuelle ». Franchement, camarades, cette façon de dire qu'on est pour en expliquant longuement pourquoi on est contre ne me paraît guère de nature à rendre plus claire ce qu'est notre position ! Et tant qu'elle pourra être entendue comme cela on ne pourra s'étonner qu'elle soit jugée peu lisible et peu convaincante »⁸². La démarche du PCF est au contraire labellisée comme étant « europrogressiste » ou bien « euroconstructive »⁸³. Elle est symbolisée par la présence sur la liste, parmi les candidats représentant « le mouvement social », de personnalités qui ne peuvent être suspects d'« euroscepticisme » : c'est le cas de la numéro deux Geneviève Fraisse, qui se targue d'avoir voté en faveur de la ratification du Traité de Maastricht. Cependant, la disparition rapide de ces termes témoigne de la difficulté croissante du groupe dirigeant à réunir le groupe dont il a la charge autour d'un récit et de mots d'ordre communs.

En effet, de plus en plus, la thématique communautaire est utilisée comme ressource symbolique dans le cadre des conflits intrapartisan afin de délégitimer l'adversaire, contraignant la direction partisane à essayer de proposer un compromis qui ne peut pleinement satisfaire les différentes factions en luttés⁸⁴. Parce que Robert Hue et le premier cercle qui l'entoure entend faire de la campagne « euroconstructive » de 1999 une première marche vers une reconfiguration du parti, elle suscite l'expression publique de dissonances. Pour bon nombre de « refondateurs », dont une partie des thèses semble recevoir l'onction de la direction, l'initiative est brouillonne et insuffisante, tandis que pour d'autres au contraire, il ne s'agit rien de moins que de la manifestation d'une compromission avec l'« Europe de Maastricht » antérieurement dénoncée et d'une capitulation devant le PS. En « liquidant » ainsi le patrimoine commun de l'organisation, la direction se rendrait coupable de diluer l'identité partisane, d'affadir la marque communiste dans le souci de préparer les esprits au ralliement définitif du PCF à la social-démocratie⁸⁵. Ces contestations s'expriment avec une véhémence toute particulière dans le Pas de Calais, où la direction fédérale insiste sur sa connaissance des effets concrets des politiques européennes en matière de restructuration industrielle et se veut au plus près des conflits sociaux du département. Par contraste, elle renvoie de la direction nationale l'image d'un cercle mondain et déconnecté du terrain militant. En janvier 1999, elle organise un « congrès européen pour l'abrogation du Traité de Maastricht » et reproche à la direction nationale d'avoir mis en berne la revendication d'un référendum sur le Traité d'Amsterdam et l'opposition à la monnaie unique. L'ancien député Rémy Auchédé minimise la portée du scrutin européen et s'en prend ouvertement aux mots d'ordre officiels : « L'année 1999 va certes être aussi celle des élections européennes. Mais pour qui connaît le pouvoir réel et concret du Parlement européen, quasiment nul par rapport à la toute-puissante Commission de Bruxelles, il doit être clair que ce n'est pas essentiellement à ce niveau que la riposte va être efficace [...] A leur façon, en empêchant la destruction de leur statut, de leurs acquis, [les travailleurs] montreront qu'ils entendent préserver l'identité française dans toutes ses dimensions, y compris celle d'une république souveraine librement associée à la construction européenne. Et pour être euroconstructif, encore faut-il détruire le mur d'argent aujourd'hui construit avec Maastricht, Amsterdam et l'euro »⁸⁶. C'est une véritable contre-campagne qui est menée dans le

82 - Rapport de Robert Hue lors de la session du Comité national du 28 janvier 1999, in *Les Cahiers de L'Humanité*, 30 janvier 1999.

83 - Le terme figure dans le manifeste électoral de 1999. L'une de ses premières apparitions a lieu un peu plus d'un an auparavant sous la plume de Francis Wurtz : « Points de repères pour une campagne « euroconstructive » » in *Les Cahiers du Communisme*, novembre 1997, pp. 26-29

84 - Antoine Roger observe un phénomène similaire au Parti social-démocrate roumain. Antoine ROGER, « Se positionner face à l'Union européenne. Le Parti social-démocrate roumain comme espace de lutte » in *Revue d'études comparatives est/ouest*, vol 40, n°9, 2009, pp. 157-185.

85 - L'exemple du Parti communiste italien fonctionne comme un repoussoir.

86 - Rémy AUCHEDÉ, « La riposte après l'euro » in *Liberté 62*, hebdomadaire de la fédération PCF du Pas de

Pas de Calais, autour des références autrefois portées par le parti au niveau national⁸⁷, et dont la direction, chargée de gérer les équilibres internes au parti, doit tenir compte puisque le premier secrétaire de la fédération du Pas de Calais est appelé à figurer sur la liste « Bouge l'Europe ! », tout en continuant de revendiquer son hostilité à la « mutation ». Bien au-delà des polémiques sur les « reculades » de la direction dans le traitement des questions communautaires, « Bouge l'Europe ! » cristallise différentes conceptions du parti et du communisme. L'idée que le programme du parti pourrait être le fruit d'une « force communiste » aux contours indistincts, de discussions au sein de forums et d' « espaces citoyens » en marge des règles partisans, même dans le cas où ils auraient une fonction essentiellement dilatoire⁸⁸, heurte profondément certains agents pour qui l'adhésion au PCF conférait un sentiment de réassurance, la fierté d'appartenir à une avant-garde éclairée et œuvrant à la construction d'un monde nouveau.

Dans la foulée de la campagne européenne de 1999, malgré l'échec partiel de la tentative de reconfiguration partisane entreprise à l'occasion du Congrès de Martigues, des contestataires d'hier, dont des « refondateurs » tels que Roger Martelli⁸⁹, intègrent l'exécutif. Ce dernier prône l'abandon de la forme-parti et la constitution d'un « pôle de radicalité » rassemblant des groupements politiques situés à la gauche du PS et des forces du « mouvement social ». La majorité de la direction se montre réticente à l'égard de ce projet mais entame un rapprochement avec la nébuleuse altermondialiste et antilibérale au début des années 2000. Roger Martelli et Francis Wurtz participe ensemble et avec d'autres, en 2003, à la rédaction de la note de la Fondation Copernic sur l'Union européenne⁹⁰. En vue de la constitution de listes représentatives du mouvement antilibéral et d'une plate-forme commune, Roger Martelli est chargé de l'animation d'un collectif censé harmoniser les options : « Il y a un dialogue qui s'amorce entre des gens investis sur le terrain de l'altermondialisme, des mouvements du type la Fondation Copernic et ceux qui sont spécialisés sur la question européenne comme Francis Wurtz. 2003. Je l'ai dit Francis participe à la note sur l'Europe de la Fondation Copernic. Dans la foulée arrivent les élections de 2004. Et là, la décision du parti ça a été d'essayer de voir si n'est pas possible de construire une dynamique d'agrégation positive de forces qui ne sont pas simplement communistes. Et donc s'est créé à ce moment-là un groupe de travail. D'ailleurs dont on m'a confié l'organisation. Sous la tutelle de Jean-François Gau qui est devenu le responsable, je sais plus à quel moment exactement, mais celui qui a été chargé de piloter le dossier européen »⁹¹. S'y retrouvent Yves Salesse (ex-conseiller du ministre communiste Jean-Claude Gayssot puis président de la Fondation Copernic), Claude Debons (ex-secrétaire de la fédération CFDT des transports devenu une des figures de la mouvance antilibérale), François Delapierre (un des responsables du courant de Jean-Luc Mélenchon au sein du PS), Francine Bavay (écologiste) et des représentants des Alternatifs. Leurs conclusions servent de base de travail au programme électoral adopté par le PCF pour le scrutin de 2004⁹². Cependant, les résistances qui se font jour à la tête de plusieurs secrétariats fédéraux entravent la désignation de têtes de listes non-communistes, entraînant du même coup le retrait de plusieurs des groupements constitutifs du

Calais, n°321, 15 janvier 1999.

87 - Jean-Claude DANGLOT, « Stop à l'Europe supranationale. Le 18 janvier pour continuer le combat » in *Liberté* 62, n°320, 8 janvier 1999.

88 - Pour Bernard Pudal, cette profusion de débats s'explique par la tendance de la direction à recourir à une inflation démocratique qui, tout autant que le « centralisme démocratique » d'autrefois, vise à neutraliser les oppositions éventuelles et à préserver l'inertie d'institution. Bernard PUDAL, *Un monde défait. Les communistes français de 1956 à nos jours*, op. cit., pp. 167-171.

89 - Né en 1950, historien, il adhère au PCF à la suite de Mai 68, et rejoint l'Institut Maurice Thorez Il enseigne un temps dans les écoles du parti. Membre du Comité central à partir de 1982, il est plus tard l'un des animateurs du courant « refondateur » et dirige les revues *Futurs* puis *Regards*.

90 - Fondation Copernic, *Europe : une alternative*, 2003, 144 pages.

91 - Entretien avec l'auteur

92 - Manifeste édité par le PCF à l'occasion des élections européennes de 2004, « L'Europe : oui. Mais pas celle-là ! »

comité d'initiative national créé pour l'occasion. Cet échec de la direction partisane à faire avaliser sa stratégie témoigne d'une forme d'autonomisation de plusieurs segments du parti et de la relative délégitimation d'une direction qui a en large partie perdu le monopole de la définition de la marque communiste.

Conclusion

Les modalités de la politisation de l'intégration communautaire, de sa traduction dans le langage du parti et la forme de son inscription dans les programmes électoraux du PCF sont assez révélateurs des transformations qui ont affecté l'institution partisane communiste au cours des dernières décennies. Le renouvellement sensible du profil des « montreurs d'Europe » au sein du PCF, comme de l'ensemble des membres la direction communiste, et le réseau de contraintes qui les enserme, façonnent la problématisation, différenciée selon les configurations, des questions communautaires. Cependant, la direction partisane, à laquelle il revient d'accorder l'imprimatur aux éventuelles innovations doctrinales, fragilisée par la crise de l'institution, voyant son autorité largement dévaluée entre autres sous l'effet des échecs électoraux successifs qui posent la question de la survie même de l'organisation, est de moins en moins apte à contenir les forces centrifuges du parti, et à réunir le groupe dont elle a la charge autour d'un récit et d'un projet commun sur les questions européennes comme sur beaucoup d'autres. C'est d'ailleurs le constat dressé devant le Conseil national par son porte-parole, Patrice Bessac, à l'approche des dernières élections européennes : « Si nous sommes unis très profondément par un engagement et des convictions communes, le Parti n'arrive toujours pas à partager, à forger, à construire une culture communiste commune [...] Devant le Comité exécutif national, j'ai pris lundi la métaphore de l'archipel. Je la crois juste. Nous sommes, et plus on monte dans les responsabilités plus c'est vrai, un archipel de points de vue, de travaux, de conceptions, de propositions [...] Pour être trivial, si nous voulons être le Parti communiste, nous avons besoin de partager une culture communiste commune. Entendons-nous bien Je ne parle pas d'une nouvelle orthodoxie. Je ne parle pas d'une culture du passé. Je parle d'aujourd'hui. Et je pense qu'une culture communiste commune, ça ne se règle pas par un texte de Congrès. C'est le produit d'un travail, de lectures, de cours, de débats, de luttes, de combats sociaux. Bref, c'est l'alchimie complexe d'un groupe humain décidé à apprendre en permanence et à créer des valeurs, des principes, une compréhension commune du monde »⁹³. Demeure alors le doute quant à la persistance des conditions sociales qui avaient pu rendre possible la production et la diffusion (relativement homogène) d'un corps de doctrine commun.

Bibliographie

BUE Nicolas, ETHUIN Nathalie, « Le Parti communiste, un parti « comme les autres » ? Retour sur quelques analyses de la désouvriérisation du PCF » in *Revue Espaces Marx Nord*, 2005, 35 pages.

CALLON Michel, « « Eléments pour une sociologie de la traduction. La domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins-pêcheurs dans la baie de Saint-Brieuc », *L'année sociologique*, 36, 1986, p. 169-208.

CRESPY Amandine, VERSCHUREN Nicolas, « De l'euroscpticisme aux résistances : contribution au débat sur la théorisation des conflits sur l'intégration européenne » in *Cahiers du CEVIPOL*,

93 - Rapport de Patrice Bessac lors de la session du Conseil national des 28 février et 1er mars 2009, in *Communistes*, n°340, supplément à *L'Hulmanité*, 4 mars 2009.

2008/5, 25 pages.

ETHUIN Nathalie, *A l'école du parti. L'éducation et la formation des militants et des cadres du Parti communiste français (1970-2003)*, Thèse pour l'obtention du doctorat de science politique, Université Lille 2, 2003, 458 pages.

FERTIKH Karim, HU Grégory, JUHEM Philippe, « Critique et défense de « l'Europe » au sein du Parti socialiste français et du Parti social-démocrate allemand. Discours d'institution et domestication des partis sociaux-démocrates dans l'Union européenne », communication au Congrès de l'Association française de science politique, Toulouse, 2007, 56 pages.

HARMSSEN Robert, « L'Europe et les partis politiques nationaux : les leçons d'un non-clivage » in *Revue internationale de politique comparée*, vol 12, n°1, 2005, pp. 77-94.

HASTINGS Michel, « Partis politiques et administration du sens » in Dominique ANDOLFATTO, Fabienne GREFFET, Laurent OLIVIER, dir., *Les partis politiques. Quelles perspectives ?*, Paris, L'Harmattan, 2001, pp. 21-36.

HINCKER François, « Le groupe dirigeant du PCF », in *Communisme*, n°10, 1986, pp. 70-79.

KOPECKY Petr, MUDDE Cas, « The Two Sides of Euro-scepticism: Party Positions on European integration on East Central Europe », in *European Union politics*, vol 3, n°3, 2002, pp. 297-326.

LAGROYE Jacques, « Les processus de politisation » in Jacques LAGROYE, dir., *La politisation*, Paris, Belin, 2003, pp. 359-372.

LAZAR marc, *Maisons rouges. Les partis communistes français et italien de la Libération à nos jours*, Paris, Aubier, 1992, 419 pages.

MARTIN Denis-Constant, « Le choix d'identité » in *Revue française de science politique*, vol 42, n°4, 1992, pp. 582-593.

MARCOU Lilly, *Les pieds d'argile. Le communisme mondial au présent. 1970-1986*, Paris, Ramsay, 490 pages.

MATONTI Frédérique, *Intellectuels communistes. Essai sur l'obéissance politique. La Nouvelle Critique (1967-1980)*, Paris, La Découverte, 2005, 413 pages.

MISCHI Julian, *Structuration et désagrégation du communisme français 1920-2002. Usages sociaux du parti et travail partisan en milieu populaire*, Thèse pour l'obtention du doctorat de science politique, EHESS, 2002, 1077 pages.

OFFERLE Michel, *Les partis politiques*, Paris, PUF, 5e édition, 2006 (1987), 124 pages.

PELLEN Cédric, « Le positionnement européen de *Samoobrona*: du rejet radical à l' "euroréalisme" » in Laure NEUMAYER, Antoine ROGER, Frédéric ZALEWSKI, dir., *L'Europe contestée. Espaces et enjeux de positionnements contre l'intégration européenne, op. cit.*, pp. 15-33.

PLATONE François, RANGER Jean, « Les adhérents du PCF en 1997 » in *Les Cahiers du*

CEVIPOF, n°27, 2000,

PUDAL Bernard, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la FNSP, 2009, 329 pages.

PUDAL Bernard, *Un monde défait. Les communistes français de 1956 à nos jours*, Bellecombe-en-Beauge, Editions du Croquant, 2009, 215 pages.

REUNGOAT Emmanuelle, « Les résistances partisanses à l'Europe : enjeux de présentation de soi et de labellisation » in Frédéric CLAVERT, Philippe HAMAN, Birte WASSENBURG, dir., *Contre l'Europe ? Anti-européisme, euroscepticisme, alter-européisme dans la construction européenne de 1945 à nos jours. Vol 1 Les concepts*, Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 2010, pp. 155-169.

ROGER Antoine, « Se positionner face à l'Union européenne. Le Parti social-démocrate roumain comme espace de lutte » in *Revue d'études comparatives est/ouest*, vol 40, n°9, 2009, pp. 157-185.

SZCZERBIAK Aleks, TAGGART Paul, « The Party Politics of Euroscepticism In EU Member and Candidate States », Brighton, Sussex European Institute, working paper n°51, 2002, 45 pages.